

Lettre de Nicosie *Par James Travers*



Le long de la ligne de démarcation (aussi appelée ligne Attila) qui divise l'île de Chypre et ses habitants depuis plus de dix ans, la peinture lève sur les barrières bleu clair de l'ONU, et la rouille ronge les rouleaux de barbelés.

■ Par une journée de printemps exceptionnellement chaude, les troupes chypriotes-grecques vaquent à leurs occupations, bercées par le son d'une musique de bouzouki, alors que de l'autre côté du no man's land, les soldats turcs s'échangent des histoires en chassant les mouches. Une légère brise fait flotter les drapeaux de ces deux armées et des six contingents nationaux qui composent la force de maintien de la paix de l'ONU. Les adversaires se surveillent paresseusement de chaque côté d'une bande de terre large de seulement quatre mètres en son point le plus étroit.

Dans le secteur Quatre, une zone urbaine de sept kilomètres de long, désertée et patrouillée par des troupes canadiennes depuis la fin de 1974, le statu quo est maintenu tant par la menace des fusils que par cette assommante routine.

“Ce n'est pas un jeu, affirme Dan Wellsman, Commandant du contingent canadien et Sous-chef d'état-major des forces de l'ONU. C'est bien réel. Les balles sont bien réelles, et la crise risque toujours d'éclater de nouveau.”

Mais rarement les incidents qui ravivent les plaies de Chypre entraînent-ils plus que des échanges de cailloux et d'insultes des deux côtés de la zone tampon, dont la création a donné naissance à l'expression “ligne de démarcation”. Il y a un peu plus de deux ans, toutefois, un soldat grec, qui avait exaspéré son voisin turc, a été abattu par ce dernier. Les Canadiens sont parvenus à désamorcer la crise, et aujourd'hui

plus personne ne semble vouloir mettre en péril l'équilibre précaire mais satisfaisant qui règne dans l'île.

La mission de la force de maintien de la paix a été couronnée d'un tel succès que les 500 000 Grecs et les 150 000 Turcs de Chypre sont maintenant confortablement installés



donné naissance à l'expression “ligne de démarcation”.

dans leurs enclaves. On se demande aujourd'hui si la force de l'ONU, composée de 2 400 hommes, ne fait pas justement partie intégrante d'un problème qui a nécessité l'intervention de 26 000 Canadiens; depuis 1964, chaque régiment des Forces régulières a envoyé là-bas certaines de ses unités au moins une fois.

C'est un argument qui se défend. La présence de la force de l'ONU permet aux Chypriotes grecs et turcs de s'offrir le luxe de l'intransigeance et elle a jusqu'ici coûté aux Nations-Unies et aux pays fournissant des contingents plus de 1,8 milliard de dollars, montant qui augmente maintenant de 125 millions par année.

La stagnation de la crise et l'imposition d'un tel fardeau à une institution aux prises avec une crise financière tourmentent le Secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar. Ses espoirs

de voir la mission de maintien de la paix déboucher sur des pourparlers de paix sont constamment gênés par des dirigeants qui n'ont ni l'audace ni le courage voulus pour amener leurs collectivités conservatrices respectives à accepter les compromis qui ouvriraient la voie à la réunification de l'île.

La position de M. Pérez de Cuéllar n'est pas très enviable. En effet, il ne peut contraindre le président Spyros Kyprianou ni le leader de la République turque de Chypre du Nord, M. Rauf Denktash, à entamer des discussions, pas plus qu'il ne peut risquer de retirer la force de maintien de la paix.

Mais rarement les incidents qui ravivent les plaies de Chypre entraînent-ils plus que des échanges de cailloux et d'insultes des deux côtés de la zone tampon, dont la création a

À ce sujet, le major Rod MacArthur, porte-parole de la force de l'ONU, déclarait récemment : “Si la force n'était pas là, ce serait la guerre ouverte, comme à Beyrouth.”

De son côté, le président Reagan a bien involontairement apporté de l'eau au moulin des partisans de la force en attaquant la Libye. Les escarmouches navales dans le golfe de Syrte, suivies des raids aériens contre Tripoli et Benghazi, ont suscité beaucoup d'inquiétude à Chypre. Cette île aux frontières ouvertes – point de jonction entre l'Orient et l'Occident – a soudain paru plus menacée par la violence de l'extérieur que par ses conflits intérieurs.

Afin, officiellement, d'empêcher que le Haut Commissariat britannique situé au cœur de la zone tampon fasse l'objet de représailles, on a déployé des troupes canadiennes à proximité. Ici, dans la capitale, les

diplomates américains et occidentaux se font discrets; les réunions d'expatriés ont été annulées.

Jusqu'à maintenant, les menaces de représailles se sont révélées sans fondement. Toutefois, elles ont servi à montrer à quel point les préoccupations des Chypriotes ont changé depuis 1974, année où l'armée turque a envahi le tiers septentrional de l'île, par suite d'un coup d'État sans lendemain qu'avait appuyé la Grèce. Aucun Chypriote grec n'a oublié les événements de 1974, et aucun Chypriote turc n'a pardonné aux Grecs d'avoir agi comme ils l'ont fait avant l'invasion, mais la peur que leur île serve de nouveau de champ de bataille à des factions étrangères a atténué l'importance du conflit domestique dans l'esprit des Chypriotes.

Voilà d'ailleurs un autre des “bienfaits” attribuables à la force de l'ONU. Celle-ci, très visible et titulaire d'un mandat sans échéance précise, a rendu le statu quo (pas tout à fait la guerre, pas tout à fait la paix) tolérable, et quasi normal.

En revanche, on ne peut pas compter autant sur la stabilité au Moyen-Orient. Leur île étant située en Méditerranée orientale, zone troublée s'il en est, les Chypriotes doivent constamment suivre le flux et le reflux des combats qui font rage autour d'eux. Quand elle atteint sa marée haute, cette violence semble d'ailleurs présenter de bien plus grands dangers qu'un incident le long de la ligne Attila ou qu'une nouvelle ruse politique de l'adversaire.

Car la lutte entre Juifs et Arabes, entre modérés et radicaux, n'est pas endiguée par une ligne Attila ou encore par le contour flou des barricades, des barbelés ou des drapeaux, et les sons qu'elle engendre ne sont pas aussi agréables à l'oreille que celui de la musique de bouzouki.

James Travers est le correspondant de l'agence Southam News au Moyen-Orient. Il habite à Nicosie (Chypre).